



HAL
open science

Les Kurdes de Syrie et le projet du Rojava : rêve éphémère ou espoir durable ?

Cyril Roussel

► **To cite this version:**

Cyril Roussel. Les Kurdes de Syrie et le projet du Rojava : rêve éphémère ou espoir durable ?. *Maghreb-Machrek*, 2015, Le Kurdistan, 2014/4 (222), pp.75-97. 10.3917/machr.222.0075 . hal-04786614

HAL Id: hal-04786614

<https://hal.science/hal-04786614v1>

Submitted on 16 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

Les Kurdes de Syrie et le projet du Rojava : rêve éphémère ou espoir durable ?

Cyril Roussel¹

Dans la guerre civile qui déchire la Syrie, les Kurdes tentent de tirer leur épingle du jeu. Toujours marginalisés par les précédents régimes de Damas², les Kurdes y voient une chance historique de mettre en place un système d'autonomie politique de type fédéraliste qui garantirait leurs droits en tant que Kurdes ainsi que le respect de leurs particularismes socioculturels.

Nous avons déjà montré³ les difficultés que rencontrent les Kurdes à établir un projet politique commun sur un territoire viable et défini. En effet, ils sont divisés en plusieurs partis politiques, regroupés en deux grands courants dominants antagonistes⁴, l'un étant pro-PKK⁵, l'autre pro-PDK⁶. De plus, les Kurdes ont à faire face à un sérieux déficit de référents identitaires territoriaux communs, car contrairement à leurs voisins irakiens, une bonne partie d'entre eux vit sur un espace éclaté en plusieurs poches non reliées entre elles (Afrin, Kobanê, Djézireh). En plus de ces trois secteurs à dominante démographique kurde, ils occupent depuis longtemps des zones mixtes dans lesquelles ils vivent en bonne entente avec les Arabes (au nord et à l'est d'Alep : région de Bab, de Mandbej). De plus, une part importante d'entre eux s'était implantée dans les grandes agglomérations urbaines du pays, suite à un mouvement d'exode rural qui avait pour partie vidé – à partir des années 1980-90 – les campagnes kurdes du nord du pays. Avec le conflit armé en cours, nombreuses sont les familles kurdes à avoir quitté ces zones d'implantation pour rejoindre les trois poches « sécurisées ». Enfin, une partie des Kurdes est arabisée et ne se réfère plus, ou peu, à une identité kurde (Djebel Akrad dans la province de Lattaquié, Rukeneddin à Damas sur le Djebel Qassioun). Ce déficit de référents territoriaux a été largement exploité dans le passé par le régime syrien⁷ comme moyen de prévenir l'émergence du sentiment national kurde qui se renforçait alors dans les pays voisins, en Irak et en Turquie.

Pourtant, la question d'un territoire kurde trouva, dans le cadre de la guerre civile syrienne, rapidement une réponse, certes incomplète mais offrant tout de même aux Kurdes les bases d'une

¹ Géographe, chercheur CNRS, laboratoire Migrinter (UMR 7301).

² Le régime syrien, dominé par le parti Baath dès le début des années 1960, arabise sa frontière avec la Turquie en déplaçant par la force les Kurdes de dizaines de villages, qui seront rapidement repeuplés par des Arabes. Il adopte aussi une série de mesures d'exclusion de la population kurde parmi lesquelles l'interdiction de pratiquer la langue kurde. En 1962, au terme d'un recensement, 120 000 Kurdes se voient déchus de leur citoyenneté, soit 20% de la population kurde de l'époque. Privés de tout document d'identité, l'accès à plusieurs professions, notamment publiques, à l'université ou à la propriété leur est interdit. Lire à ce sujet : SEIDA A., 2005 : *La question kurde en Syrie. Chapitres oubliés d'une longue souffrance*, Paris, L'Harmattan, Collection Comprendre le Moyen-Orient, 204 pages.

³ ROUSSEL C., 2012 : « La construction d'un territoire kurde en Syrie : un processus en cours », *Maghreb-Machrek*, n° 213, p. 83-98.

⁴ Le courant « talabaniste » est présent mais moins influent que les deux autres.

⁵ Parti kurde de Turquie dirigé par Abdullah Öçalan.

⁶ Parti kurde d'Irak dirigé par Massoud Barzani.

⁷ J. Gauthier (2006) explique comment la confiscation du territoire des Kurdes de Syrie par le PKK, empêchant toute mobilisation identitaire sur le sol syrien, a été un moyen efficace de contrôle de la population.

assise territoriale pouvant servir à l'édification d'un projet politique « autonomiste ». La mobilisation rapide des Kurdes (mouvements de jeunesse, puis partis politiques) leur a permis de devenir des acteurs certes pluriels, mais incontournables du drame syrien. Entre fin 2011 et juillet 2012, pour la première fois de leur histoire, un mouvement politique kurde syrien – le PYD en l'occurrence – prend le contrôle de morceaux de territoires en Syrie et met en place un système de gestion autonome. Regroupés en trois secteurs aux limites changeantes en fonction des batailles, ces territoires correspondent aux zones peuplées en majorité par les Kurdes, mais dans lesquels Arabes, chrétiens et Tchétchènes cohabitent. La région d'Afrin, celle de Kobanê et le secteur du « bec de canard » – appelée Djezireh, et qui correspond à un espace dominé par les villes de Qamishlu (Qamishli) et de Hassake – constitueront dorénavant les centres de gravité du projet politique kurde en Syrie. Nous reviendrons brièvement sur cet événement au début de cet article car il constitue l'acte fondateur du territoire pour la plupart des Kurdes de Syrie.

Nous pensons alors – en 2012 – que les accords d'Erbil⁸ (11 juillet 2012) constitueraient l'autre acte fondateur du projet politico-territorial. Mais il n'en a rien été. Les partis kurdes syriens n'ont pas réussi à établir une confiance réciproque, créant un contexte interne instable et dangereux pour l'avenir du Kurdistan syrien dans la mesure où cette brèche est facilement exploitable par des puissances voisines hostiles au projet kurde⁹. Rappelons que les accords d'Erbil avaient pour ambition de fédérer l'ensemble des partis politiques kurdes de Syrie afin qu'ils œuvrent en commun à la mise en place d'instances administratives de gestion et de contrôle du territoire. Les relations entre les deux grandes tendances politiques kurdes syriennes se sont plutôt largement dégradées comme nous l'expliquerons. Dans ces conditions, où en est aujourd'hui le processus de construction territoriale et politique en cours au Kurdistan de Syrie, à l'heure où les Kurdes de ce pays ont à faire face à des attaques extérieures conduites par des djihadistes de l'organisation de l'État islamique ? Est-il menacé, voire condamné ? Ou au contraire, n'assisterait-on pas plutôt à un nouveau moment fort, structurant pour le projet politico-territorial kurde qui porte dorénavant le nom de Rojava ?

L'affirmation du PYD ou la réémergence de la question kurde à travers la guerre en Syrie

La guerre civile syrienne apparaît, dès l'été 2011, comme une opportunité pour la plupart des mouvements politiques kurdes en Syrie. Au cœur d'un des plus vieux conflits régionaux, qui remonte à près d'un siècle, et dans une période de grands changements en Syrie, qui n'est que l'épicentre d'un phénomène géopolitique régional, beaucoup de mouvements politiques kurdes de Syrie y voient

⁸ Voici ce que nous écrivions à l'automne 2012 : « L'événement constitue un acte majeur qui débouche sur la naissance d'une autorité politique kurde, qui sera à même d'exercer son contrôle sur un futur territoire administré par des kurdes » (ROUSSEL C., 2012 : *op. cit.*).

⁹ On se trouve en Syrie dans une configuration qui pourrait ressembler à celle du Kurdistan d'Irak où PDK et PUK dominaient la scène politique au début des années 90, lorsque l'armée de Saddam Hussein s'était retirée d'une partie des territoires kurdes au nord du pays. Cette rivalité avait conduit à une guerre civile.

l'occasion historique de réaliser leur rêve autonomiste¹⁰. Comme en Irak, il y a près de 25 ans, ils espèrent enfin pouvoir sortir du joug des régimes arabes qui les ont longtemps opprimés en édifiant leur propre structure territoriale et politique. Après avoir été expulsé de Syrie et du Liban par Hafez el-Assad en 1998, le PKK s'était retiré dans les montagnes de Qandil, sur les confins du Kurdistan d'Irak. La fondation du PYD¹¹ remonte pour sa part au début des années 2000 et a permis aux idées du PKK de se maintenir et de se répandre plus encore dans le Kurdistan de Syrie. Alors que des combattants syriens continuaient à être formés en Irak, pendant que d'autres combattaient côté turc, le PYD a commencé à développer des activités politiques clandestines en Syrie même¹². Il aurait été actif lors des émeutes kurdes de 2004 (Qamishli, Damas) qui furent durement réprimées par le régime syrien.

Le retour officiel du PYD, présenté comme la branche syrienne du PKK, s'est fait par Afrin, enclave kurde au nord-ouest de la Syrie qui, dès la fin de l'année 2011, tombe aux mains des combattants kurdes. Rapidement, ils en deviennent les défenseurs, tendance qui se généralisera l'année suivante dans les autres secteurs kurdes du nord de la Syrie. « Le PKK aurait envoyé des soldats à Afrin. Les ex-Syriens du PKK sont retournés en Syrie pour assurer le contrôle de la région d'Afrin. Les anciens du PJAK, après leur départ de Qandil – août 2011, suite à des négociations avec l'Iran – ont été déplacés en Syrie pour servir le PYD. Afrin est sous contrôle total militaire du PYD », commentait un jeune militant kurde d'Afrin (février 2012, Erbil). Au cours de l'été 2012, le parti réussit à se rendre militairement maître en quelques jours de la plupart des villes et des bourgades kurdes dans les trois grandes poches de peuplement kurde syrien (en dehors de Damas et d'Alep) : Afrin donc, Kobanê (Aïn el-Arab) et la grande région kurde autour de Qamishli. La présence du *leader* du parti, Salih Muslim, en Syrie même, à partir de cette période, indique qu'un projet politique et territorial est à l'œuvre dans les régions kurdes syriennes.

Les liens présumés avec le régime de Damas, au lendemain de l'occupation des poches kurdes à la frontière syro-turque, ont fait dire aux détracteurs du PYD que le parti était à la solde du président syrien. En réalité, il apparaît maintenant avec le recul, compte tenu des changements d'alliances¹³, que les Kurdes et le régime ont vu leurs intérêts respectifs converger à un moment où Damas, menacé par les groupes rebelles de l'ASL, ne pouvait plus se permettre de stationner des troupes dans l'extrême nord du pays. En difficulté dans toutes les zones périphériques du pays, le régime n'eut, semble-t-il, pas d'autre choix que de laisser le contrôle des poches kurdes au parti kurde syrien le plus éloigné de l'opposition syrienne, et surtout le plus opposé aux idées et aux théories

¹⁰ Durant les premiers mois de la révolution syrienne, les mouvements de la jeunesse kurde ne défendaient pas une vision autonomiste. Ils cherchaient plutôt à œuvrer de concert avec les autres mouvements révolutionnaires dans le pays (non kurdes). Ce n'est que tardivement (fin 2011) que les partis politiques kurdes ont repris la main et orienté le mouvement vers une revendication fédérale et autonomiste. Nous reviendrons plus loin sur ce point.

¹¹ *Partiya Yekitiya Demokrat* – Parti de l'union démocratique. Le PYD fait partie du KCK (*Koma Civakên Kurdistan*), une organisation qui regroupe les partis kurdes idéologiquement proches du PKK en Turquie, en Syrie, en Irak et en Iran.

¹² Entretien réalisé à Sulaymaniyah avec Jaffar Akash, porte-parole du PYD au Kurdistan d'Irak (mai 2013).

¹³ En 2013 et 2014, les miliciens kurdes YPG ont fait alliance localement avec l'Armée syrienne libre (ASL).

islamistes, et de surcroît fondamentalement anti-turc. Le calcul était stratégique pour Bashar el-Assad : abandonner le terrain et rapatrier ses troupes sur la Syrie centrale (Alep, Homs, Damas) tout en ne permettant pas à l'opposition armée syrienne, soutenue en grande partie à ses débuts par la Turquie, d'en prendre le contrôle. Les Kurdes du PYD, en se rendant maîtres pour la première fois d'une assise territoriale, obtenaient aussi l'opportunité historique de mettre en place un véritable projet politique et territorial fondé sur le programme issu des théories d'Abdullah Öcalan, *leader* du PKK : auto-administration démocratique, gouvernance et responsabilisation des communautés locales, justice et égalité sociale. Pour Damas, cette stratégie était un moindre mal et se révélera être une carte payante puisque, outre le fait qu'elle empêche les rebelles de l'ASL – de plus en plus islamisés à partir de 2012 – d'entrer dans les zones kurdes, elle constitue une sérieuse menace pour Ankara qui voit alors un de ses pires ennemis – le PKK – prendre position sur ses frontières méridionales¹⁴, et en même temps contrer l'avancée des rebelles que les Turcs parrainent. Au cours de l'été 2012, un nouvel acteur interne du conflit syrien s'affirme et se territorialise : le PYD, doublé de ses milices « YPG¹⁵ ».

Le fait que Damas a besoin des Kurdes pour s'assurer le contrôle de la frontière avec la Turquie ne constitue pas l'unique raison de la position du régime envers le PYD. Il faut comprendre que ce parti possède une base populaire importante en Syrie, et qu'il se place sur une ligne politique qui prône le changement politique par la négociation avec le régime syrien. Ainsi, Damas a tout intérêt à ménager les Kurdes pour éviter que ces derniers ne se révoltent et se radicalisent en se rapprochant des positions de l'opposition extérieure (regroupée autour de la Coalition nationale syrienne, soutenue par la Turquie, la France et plusieurs pays du Golfe). Dans ces conditions, on comprend mieux pourquoi Damas n'a jamais réprimé sévèrement les manifestations en zone kurde, ni bombardé massivement les villes kurdes¹⁶. De son côté, la position du PYD envers le régime syrien est la suivante, selon Mohamed Khasho, responsable du PYD au Kurdistan d'Irak (Erbil, février 2012) :

Nous sommes sans hésitation dans l'opposition au régime, mais nous sommes prêts à négocier car ce qui nous importe, ce sont nos droits, l'accès au fédéralisme et la démocratie. On ne veut pas d'une guerre civile comme en Irak en 2006. Nous cherchons un interlocuteur pour discuter et négocier cela ! Si c'est Bashar ? Pourquoi pas ! Mais il y a un problème de confiance envers le régime syrien. Ce régime doit faire des gestes d'ouverture ; ouvrir la porte à la négociation ! Je ne comprends pas pourquoi la communauté internationale n'a pas poussé le régime à s'ouvrir ; et pourquoi elle soutient une opposition islamiste !

Le PYD a surtout bien compris qu'il était préférable pour l'avenir des Kurdes d'avoir à négocier avec un régime baathiste affaibli, plutôt qu'avec un nouveau régime qui serait dominé par

¹⁴ « Les experts pensent que le contrôle des zones kurdes par le PYD a forcé le gouvernement turc à engager le dialogue avec le PKK, craignant sinon que cela ne mette en danger la sécurité de la Turquie. » Source: VAN WILGENBURG W., 2013 : « Clashes Break Out Between Kurdish Groups in Syria », *Al Monitor*, April 4, 2013. <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/04/kurdish-clashes-syria-pyd-kdp-pkk-ocalan-barzani.html>.

¹⁵ *Yekineyen Parastina Gel* – Unité de défense du peuple.

¹⁶ Cette stratégie a été également appliquée dans la région druze de Sweida.

une mouvance islamiste, de type Frères musulmans par exemple, et qui serait soutenu par Ankara et certains pays du Golfe.

Les écueils à l'édification d'un projet politico-territorial par les Kurdes de Syrie

- Division de la sphère politique kurde de Syrie : la lutte interne pour le *leadership*

La prise de contrôle territorial que nous venons de retracer est l'œuvre d'une seule formation politique kurde syrienne. Pourtant, les Kurdes de Syrie sont organisés en 16 partis politiques. Parmi eux, seul un petit noyau de quelques partis politiques est relativement influent. Les autres sont de tout petits partis qui ne regroupent que très peu d'adhérents. L'horizon politique kurde est divisé en deux : le PYD qui contrôle le terrain à l'aide des YPG, et le Conseil national kurde de Syrie (CNKS), composé d'une douzaine de partis politiques, qui regroupe également deux tendances ; courant barzaniste et courant talabaniste. Cette instance est plutôt dominée par le premier courant. Parmi tous ces groupes, les deux partis *Yeketi*¹⁷ (d'Ibrahim Bro¹⁸ et d'Abdulbasset Hamo), le parti *al-Takadoumi*¹⁹ d'Abdul Ahmid Derwich, le parti *Azadi*²⁰ de Mustapha Djumma, et *el-Parti* d'Abdul Hakim Bashar (le PDK de Syrie) sont les plus influents sur le terrain. Globalement, c'est bien le PDK de Syrie, soutenu par le président du Kurdistan irakien, qui est dominant au sein du CNKS.

Les partis politiques kurdes ne sont pas toujours représentatifs de l'ensemble de la population kurde qui demeure parfois critique vis-à-vis d'eux. Il est par exemple important de faire remarquer que les mouvements de la jeunesse se sont mobilisés contre le régime bien avant que les partis politiques ne se manifestent. La décennie 2000 fut marquée par des mobilisations des Kurdes syriens, organisées par des mouvements peu encadrés par les organisations politiques kurdes qui étaient en exil. Ils étaient plus le fait de jeunes qui se mobilisaient spontanément avec peu de moyens. La nature de ces mouvements sociaux, relativement autonomes des partis politiques, est importante à noter car c'est ce type de mobilisation qui prévaut dès le début de l'insurrection, le 15 mars 2011. De fait, à la veille du soulèvement, les partis politiques kurdes syriens ne sont présents en Syrie que de manière clandestine. Spontanément, les Kurdes se mobilisent pour soutenir les « insurgés » de Deraa, derrière des actions orchestrées par les mouvements de la jeunesse kurde, alors que le phénomène inverse ne s'était jamais produit. Détaché des considérations communautaires, le mouvement de contestation du régime de Bachar al-Assad laisse donc sur le côté les principaux partis kurdes traditionnels, habitués à mobiliser autour de revendications identitaires propres. Bien que conscient de son statut de minorité ethnique,

¹⁷ Parti « unioniste ».

¹⁸ Chef de fil de la tendance talabaniste. L'autre parti influent de la mouvance talabaniste est : *al Takadoumi* de Abdul Ahmid Derwich.

¹⁹ Parti « progressiste ».

²⁰ « Liberté ».

une bonne part des Kurdes de Syrie se considère aussi comme partie intégrante de la société syrienne au sein de laquelle elle coexiste à travers des canaux économiques et socioprofessionnels²¹.

Rapidement, le retour du PYD (été 2011) et la poussée des autres partis politiques kurdes sur la scène syrienne réintroduisent le cadre et la problématique communautaires à travers le désir autonomiste comme élément majeur de revendication. La réimplantation du PYD en Syrie est un tournant pour les autres partis kurdes syriens qui vivaient jusque-là en exil en Kurdistan d'Irak. Les partis kurdes traditionnels cherchèrent à rallier, pour mieux les contrôler, les comités locaux fondés par des mouvements de la jeunesse, dans le but de tenter de retrouver une certaine légitimité auprès de la jeunesse kurde. Afin de lutter aussi contre la domination de plus en plus hégémonique – en zones kurdes syriennes – du PYD, la plupart des autres partis kurdes se regroupèrent alors dans une coalition de circonstance. Avec l'aide de Massoud Barzani, président du Kurdistan irakien, ils créent fin octobre 2011, en Irak, le Conseil national kurde de Syrie (CNKS). Depuis sa création, le CNKS reste inefficace et totalement dépendant du soutien du président Barzani sur lequel il doit aligner sa stratégie, faute de projet commun entre des partis hétéroclites. Massoud Barzani leur apporte un support financier et logistique, leur permettant de conserver une fragile cohésion.

Dans la plupart des zones kurdes de Syrie, le PYD s'impose en quelques semaines au cours de l'été 2012. Il neutralise le mouvement de protestation kurde, contrôle la frontière turque, éloigne l'ASL des poches de peuplement kurde, marquant ainsi le retour implicite d'une logique communautaire en zone kurde. Les accords d'Erbil de l'été 2012²² entre PYD et CNKS, sous le patronage de Massoud Barzani, ne parviennent pas à modifier un rapport de force largement favorable au PYD. L'instance supérieure (nommée « Conseil suprême kurde²³ »), créée lors des accords, en charge d'unifier les deux tendances, reste une coquille vide. Fin 2012, le constat d'un des *leaders* politiques du CNKS (Mustapha Djumma, secrétaire général du parti *Azadi*, Erbil, décembre 2012) est amer : « Sur le papier, le PYD est d'accord pour collaborer ; mais sur le terrain, il n'y a pas de changement. Le PYD contrôle en souverain. On a créé des conseils locaux pour l'administration du territoire, mais rien n'a été mis en route. » Au cours de l'année 2012 et surtout courant 2013, le PYD s'affirme comme le mouvement apte à assurer la protection des Kurdes dans les territoires qu'ils contrôlent en Syrie (voir *infra*). La plupart des partis du CNKS sont tenus à l'écart des affaires internes. Leurs membres ne peuvent intégrer les organes de gestion administrative qui se mettent en

²¹ QUESNAY A. et ROUSSEL C., 2013 : « Avec qui se battre ? Le dilemme kurde », in *Pas de Printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, sous la direction de Burgat F. et Paoli B., Paris, La Découverte.

²² Pour essayer de calmer les divisions politiques, le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, réunit les principales formations politiques kurdes à Erbil du 6 au 9 juillet 2012. Ces accords prévoient notamment un partage de l'influence dans les zones kurdes par le biais de forces de sécurité communes.

²³ *Desteya Bilind a Kurd*. C'est un conseil supérieur composé de cinq membres issus du PYD et de cinq membres du CNKS. Il est notamment censé chapeauter les divers « comités locaux » destinés à la gestion des populations et du territoire, ainsi que les embryons de la nouvelle administration.

place par l'intermédiaire des « Maisons du peuple²⁴ » et du TEV-DEM²⁵. Ils ne peuvent pas non plus participer à la défense du territoire et intégrer, comme ils le souhaiteraient, leurs combattants à la défense du territoire. Ils sont exclus du mécanisme de prise de décision et parfois même muselés²⁶, si l'on en croit les témoignages de leurs responsables. Au cours de l'année 2013, malgré de nouvelles réunions et la reconduite des accords d'Erbil, fin 2012, les dossiers militaire / sécuritaire et de l'organisation de la gestion territoriale des zones kurdes restent toujours bloqués : les demandes du CNKS apparaissent comme inacceptables pour le PYD qui ne peut laisser, selon lui, des partis rivaux mettre en péril le processus de construction politique en cours.

Avec la généralisation de la violence dans le nord-ouest du pays en 2012, nombre de Kurdes vivant en zones mixtes dans la région d'Alep (Alep-ville, Azaz ou Bab) ont rejoint des *kataëb* kurdo-arabes qui se battaient contre le régime aux côtés de l'ASL²⁷. De plus, à partir de fin 2012 et en dehors des trois poches contrôlées par le PYD et les YPG, certains partis kurdes tentèrent de mettre en place leur propre stratégie. De manière autonome, en dehors du cadre du CNKS, il existait un courant de soutien à la lutte armée contre le régime dans le cadre de l'ASL. Plusieurs *kataëb* kurdes²⁸ se mirent ainsi en place dans ces secteurs, souvent en lien avec un parti politique kurde, comme par exemple *Azadi* de Mustapha Djumma ou encore *Yeketi* d'Abdul Basset Hamo. « Le PYD n'accepte pas que nous formions une force armée en Syrie concurrente des YPG, ni que nous créions une branche militaire qui pourrait s'implanter en Syrie. Nous sommes en train de créer des brigades kurdes sous contrôle du parti *Azadi*. Ces brigades ne sont pas sous contrôle du CNKS », affirmait ainsi Mustapha Djumma en février 2013 (Erbil).

Ainsi, dans les zones kurdes syriennes laissées libres par les YPG, quelques partis kurdes frustrés de l'inaction du CNKS tentèrent alors de s'y organiser et de s'y implanter en choisissant de se rapprocher de l'ASL. Ces groupes de miliciens, composés pour partie de déserteurs kurdes de l'armée syrienne et de volontaires, eurent essentiellement en charge la protection des villages kurdes (autodéfense). Localement, des combats ont pu opposer des brigades kurdo-arabes de l'ALS et des combattants kurdes des YPG²⁹. Mais jamais, mis à part d'extrêmes rares reprises, comme au printemps 2013³⁰, les nouvelles *kataëb* kurdes affiliées à des partis kurdes syriens du CNKS n'ont affronté

²⁴ Structures chargées de débattre des affaires courantes et locales (alimentation, approvisionnement en essence, affaires de justice courante, etc.) entre les diverses composantes de la population, comme les groupes ethniques (Kurdes, Arabes, Assyriens, Turkmènes) et les communautés religieuses (musulmans, chrétiens, yézidis).

²⁵ *Tevgera Civaka Demokratik* (Mouvement pour une société démocratique). Regroupement de partis politiques, d'associations et de mouvements citoyens (des femmes, de la jeunesse, etc.) qui, sous la tutelle du PYD, est en charge de la gestion et de la gouvernance des territoires kurdes depuis le retrait des troupes syriennes et d'une partie des agents de l'État.

²⁶ Tous les membres des partis politiques du CNKS se plaignaient que les services de sécurité du PYD empêchaient les manifestations. Des arrestations de membres du CNKS ont également été signalées.

²⁷ Dans ces secteurs mixtes, certains Kurdes ont rejoint la rébellion dès le début du soulèvement armé, contestant la mainmise du PYD sur leurs zones.

²⁸ *Katiba* Youssef el Azma ; *katiba* Moustapha Barzani ; *katiba* Peshmerga Azadi ; *katiba* Salahedin ; etc.

²⁹ Comme dans les quartiers kurdes d'Alep en 2012 (à Shaykh Maqsoûd par exemple), lorsque les YPG résistèrent à l'ASL.

³⁰ « Le 7 mars, les tensions entre PYD et supporteurs du PDK ont déclenché des heurts armés dans les zones rurales kurdes de la région d'Alep, provoquant l'arrestation de plusieurs partisans du parti *Azadi*, un des partis qui supporte le PDK. » Source : VAN WILGENBURG W., 2013 : *op. cit.*

directement les forces kurdes des YPG³¹. L'unification des forces kurdes – aussi théorique soit-elle – à travers le Conseil suprême kurde (résultat des accords d'Erbil), constituait une sorte de garde-fou. L'affrontement entre « frères kurdes » est demeuré une ligne rouge sur laquelle tous les partis kurdes s'étaient mis d'accord. Devant l'incapacité du CNKS à se faire entendre d'une seule voix³², plusieurs partis politiques se rapprochèrent, à cette période, avec comme objectif la création d'une ligne politique « forte » pour contrer le PYD et la volonté de mettre en place une commission militaire concurrente au YPG³³. Ce rapprochement concerna les deux partis *Azadi* (de Mustapha Djumma et de Mustapha Ousso), le parti *Yeketi* d'Abdulbasset Hamo et *el-Parti* d'Abdul Hakim Bashar. Cette initiative débouchera fin 2013 sur la création d'un nouveau mouvement sous la bannière du PDK-Syrie, dénommé « Unité politique ». Comme l'affirmait Abdul Hakim Bashar, leader du PDKS, lors d'un entretien en février 2013 (Erbil),

On ne s'entend pas bien ni avec le PYD, ni avec l'ASL. Le CNKS est bloqué. On doit impérativement se renforcer entre partis proches pour négocier notre présence dans la gestion du Rojava avec le PYD, et avancer sur la question de la mise en place d'une instance militaire commune réelle et efficace. Le conseil militaire sous tutelle du Conseil suprême kurde n'est pas opérationnel car le PYD refuse le dialogue.

Cette initiative est soutenue, voire directement commandée, par Massoud Barzani (PDK d'Irak), qui cherche à placer ses alliés du PDK-Syrie sur le terrain syrien, terrain duquel ils demeurent tenus à l'écart par les peshmergas du PYD. La stratégie syrienne du président du Kurdistan irakien, qui consistait à supporter le CNKS et à soutenir son parti frère (le PDK de Syrie), se trouvait ainsi largement mise à mal par l'hégémonie du PYD en Syrie. Pourtant, Barzani avait, dès mars 2012, déjà planifié sa politique kurde en Syrie. En effet, outre l'appui de ses amis politiques, la formation d'une force armée kurde, composée d'ex-militaires kurdes déserteurs de l'armée syrienne, devait servir au moment propice à participer à la défense et au contrôle du Kurdistan syrien. Sortis du camp de réfugiés de Doumis dès les premières semaines de sa création, plusieurs centaines de peshmergas syriens furent ainsi entraînés au cours des mois suivants dans la province de Dohuk. Sous contrôle des autorités du KRG, ils sont toujours restés au KRG, le PYD n'ayant jamais accepté que ces troupes franchissent la frontière pour venir participer à la défense du Rojava. Ce bras de fer pour le *leadership* kurde entre d'un côté le PKK et ses partis frères, et de l'autre le PDK et sa sphère inféodée, aurait pu condamner le projet autonomiste kurde en Syrie. Pourtant, ni la Turquie hostile à la création d'un

³¹ La région orientale d'Alep (vers Bab et Azaz) est demeurée longtemps un fief de l'ASL, avant la poussée de l'État islamique. Fin 2012, des Kurdes étaient engagés dans les groupes armés, aux côtés des Arabes, au sein de l'ASL. De petites *kataëb* kurdes, toutes rattachées à l'ASL, s'étaient constituées également pour défendre leurs villages. Après les affrontements dans les quartiers kurdes d'Alep entre Kurdes et islamistes de l'ALS, la plupart des combattants kurdes auraient quitté l'ALS pour rejoindre les structures partisans kurdes.

³² La division entre les mouvances barzaniste et talabaniste avait débouché sur des configurations d'alliance politique et stratégique qui rendaient le CNKS totalement inopérant. Par exemple, début 2013 à Sarikaniyeh, des partisans du parti *al Taqadoumi* se battaient avec les YPG contre des mouvements islamistes rebelles sans concertation avec les « alliés » du CNKS.

³³ Entretien avec Mustapha Djumma, *leader* d'*Azadi*, 10 février 2013, Erbil.

Kurdistan en Syrie, ni l'opposition arabe au régime de Damas, qui reste farouchement opposée à toute tentative autonomiste régionale, n'ont réussi à freiner pour le moment le processus. Mais revenons sur les rapports difficiles qu'ont entretenus le CNKS et l'opposition arabe externe au régime syrien.

- L'opposition arabe : méfiance et rejet des Kurdes

Une des erreurs de la Coalition nationale syrienne (CNS)³⁴, qui entra à partir de novembre 2012 dans la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution (CNFOR) – après élargissement, à Doha, du mouvement à d'autres organisations, sous pression du groupe des amis de la Syrie (pays de la communauté internationale) –, est de n'avoir jamais accepté de discuter avec toutes les composantes de l'opposition syrienne : le CNCD³⁵, dont le PYD fait partie, mais aussi l'opposition kurde du CNKS. Trop dépendante de ses bailleurs de fonds, comme la Turquie qui l'a créée, ou de certains pays du Golfe (Arabie Saoudite, Qatar), la CNS n'a jamais été capable de fédérer l'opposition au régime syrien. Pour cette composante de l'opposition syrienne, basée à l'extérieur du pays, le CNCD est jugé trop proche du régime et les Kurdes vus comme une menace pour l'unité du pays. Pourtant, soucieux de trouver des supports internationaux, les principaux partis kurdes unifiés au sein du CNKS cherchèrent longtemps (entre 2011 et 2013) à intégrer la CNS, tout en réaffirmant sans cesse leur volonté d'autonomie politique sur un territoire qui ferait partie d'une nouvelle Syrie fédérale. Selon Nori Brimo, porte-parole du PDKS (Erbil, avril 2012) :

Nous voudrions entrer dans la Coalition. Notre porte reste ouverte aux discussions. Mais elle doit reconnaître la résistance kurde en Syrie. Et surtout, nous voulons être sûrs que le droit des minorités sera respecté dans une Syrie nouvelle. Eux, ils attendent que le régime tombe pour en discuter. Nous, nous avons besoin de garanties concernant nos droits dès maintenant.

Supportée par la Turquie et proche des Frères musulmans, la CNS n'accepta jamais d'intégrer ces revendications de partis laïcs, perçues comme « régionalistes et autonomistes ». Le CNKS a été traité, dès 2011³⁶, avec dédain par la CNS qui refusait de reconnaître aux Kurdes des droits, encore moins une autonomie dans un futur État fédéral, revendication minimale des Kurdes. À de très nombreuses reprises, les représentants kurdes furent tenus à l'écart des débats lors des réunions de la CNS ; parfois même, ils ne furent pas invités. Pour les Kurdes, cette coalition apparaît comme étant pilotée par des pays islamistes, faisant remonter les clivages Arabes / non-Arabes et laïcs / religieux au centre des désaccords. Pour eux, trop de composantes de la société syrienne sont exclues de cette

³⁴ Créée le 11 septembre 2011 à Istanbul pour coordonner l'opposition au régime syrien. Sa ligne politique demeure le refus total de dialogue avec le régime. Ses principaux bailleurs de fonds sont le Golfe, la Libye, la Turquie et la France. Cette coalition a été longtemps critiquée par l'opposition interne qui dénonçait la domination des Frères musulmans en son sein.

³⁵ Comité national de coordination des forces de changement démocratique. Il s'agit d'une instance de l'opposition interne et officielle en Syrie qui base sa politique sur les positions russes. Les mouvements politiques réunis au sein du CNCD ne prônent pas le renversement du régime syrien mais plutôt un changement en douceur et progressif, où le parti Baath aurait une place.

³⁶ « Les partis kurdes se sont éloignés de la CNS dès l'été 2011 sur la question de la non-reconnaissance de l'identité kurde en Syrie », nous expliquait Redwan Badani (Erbil, février 2012), personnalité politique indépendante choisie en octobre 2011 pour représenter le CNKS à ses débuts.

coalition pour que cette entreprise devienne un succès. Parce que la CNS refusait de négocier avec les partis kurdes une autonomie dans une future Syrie fédérale de l'après-Bashar, les Kurdes restèrent longtemps indécis et divisés sur un engagement auprès des forces de l'opposition syrienne arabe. Face à une scène politique divisée, la question de l'engagement révolutionnaire est demeurée problématique pour les Kurdes syriens. D'un côté, rejoindre le soulèvement contre le régime est coûteux en raison de la répression ciblée du PYD et des risques de retour du régime, qui pourraient se traduire par des bombardements. De plus, l'insurrection arabe est peu coordonnée, largement divisée sur le terrain. Combattre le régime à ses côtés offre peu de garanties, tandis que la promotion du nationalisme arabe par une partie des insurgés, conjuguée à la montée en puissance de l'islamisme, n'incitent pas forcément les militants kurdes à les rejoindre.

L'intransigeance de la CNS avait fortement déçu et frustré les militants kurdes, comme le montrent les propos d'un dirigeant d'un des mouvements de la jeunesse, Gwders, responsable du TCK – Arakat Shabab el-Kurd (Erbil, mai 2012), juste avant les accords :

Les membres de la CNS ne veulent pas reconnaître les Kurdes comme une communauté avec un projet politique. Avec leurs idées, les Frères musulmans de la CNS n'acceptent pas le fédéralisme et refusent tout accord avec nous. Nous voulons un accord entre Syriens et la communauté internationale pour garantir le fédéralisme, la place des Kurdes comme deuxième communauté du pays, et la place des autres communautés de Syrie. Nous devons donc nous renforcer. Si l'on est plus fort entre Kurdes, nous pourrions imposer notre vision et notre volonté aux islamistes ! Nous travaillerons désormais pour nous, notre accès à l'autonomie, pour le fédéralisme et pour protéger nos villes.

Au lieu de pousser le CNKS à négocier avec la CNS, le parrain kurde irakien a préféré négocier une sortie de crise en organisant la signature des accords d'Erbil, signés en juillet 2012 et renouvelés un an plus tard. Cette initiative inter-kurde fut perçue par l'opposition syrienne arabe comme une trahison. Elle accusa alors le CNKS d'avoir rejoint le camp du régime, le PYD étant continuellement désigné par la Coalition comme étant un agent au service de Bashar el-Assad.

Pourtant, l'année qui s'écoula entre l'été 2012 et l'été 2013 montra les limites de ces accords. L'incapacité du CNKS à s'imposer sur le terrain syrien³⁷, alors que le PYD s'accaparait l'intégralité du contrôle et de la gestion des territoires, créa de vives tensions entre les deux formations kurdes. Pourtant, les accords d'Erbil, même s'ils ne purent jamais être appliqués efficacement, continuèrent à entretenir aux yeux des Arabes l'illusion d'une union kurde, qui favorisa le maintien des mouvements kurdes dans une position marginale et délicate par rapport à l'opposition arabe. La frontière stratégique et communautaire qui se construit, dès 2012, à l'intérieur des mouvements d'opposition au régime de

³⁷ Les Kurdes ne sont pas un groupe uni, et le CNKS représente parfaitement cette diversité. C'est pour cela qu'il est régulièrement paralysé. Le CNKS est une structure incapable de prendre une décision ; il n'y a jamais d'unanimité qui se dégage.

Bashar el-Assad, entre Kurdes et Arabes, apparaît clairement dans les propos du porte-parole du PDK de Syrie et dans ceux d'un responsable d'un mouvement de la jeunesse (Nori Brimo porte-parole PDKS, Erbil, décembre 2012) :

On préférerait travailler avec le PYD. Ils sont Kurdes. On doit éviter une guerre entre frères et se défendre contre nos vrais ennemis. Pour éviter une situation comme à Homs ou Alep, nous devons être unis et forts. Nous ne faisons pas confiance en l'ASL qui dépend trop du financement des pays du Golfe et de la Turquie.

Pourtant, après une période caractérisée par le blocage total de la situation politique et émaillée d'incidents³⁸ entre les représentants d'un CNKS à la dérive et un PYD imposant sa loi au Kurdistan syrien, le CNKS fit le choix de retourner négocier avec la CNS. Considérant les accords d'Erbil comme périmés, le CNKS, à l'automne 2013, entama des pourparlers à Istanbul avec l'opposition syrienne externe enfin d'entrer dans la CNS. Le but recherché n'était certainement pas le rapprochement avec les milieux islamistes plutôt proches des Frères Musulmans, qui dominaient la CNS, mais bien l'opportunité de pouvoir faire entendre leur voix devant les représentants de la communauté internationale en prévision de la réunion de Genève 2. Car durant l'été 2013, la situation géostratégique avait soudainement évolué. Suite à la crise des armes chimiques, le régime de Damas était sorti renforcé, et il était devenu clair pour tout le monde qu'aucune intervention extérieure ne le mettrait en péril³⁹. Fort de ce constat, les partis kurdes du CNKS n'avaient plus d'autre moyen pour faire entendre leur position que de plaider leur cause auprès de la communauté internationale. Fin octobre 2013, le CNKS fut accepté dans la CNS⁴⁰. Pour la première fois, l'opposition arabe externe, qui avait dû recevoir des pressions de la part de ses bailleurs de fonds pour afficher, en apparence, un front uni en prévision de la réunion de Genève, accepta les revendications des Kurdes sur l'autonomie, le fédéralisme et la reconnaissance de leurs droits. Le terme « arabe » de l'actuelle République arabe syrienne serait même oublié dans l'hypothèse d'une victoire de l'opposition ; le pays s'appellerait ainsi République syrienne. Tout en précisant la teneur de ces avancées pour les Kurdes, plusieurs de nos interlocuteurs s'empressèrent toutefois d'ajouter que « tous, à la CNS, n'étaient pas en accord sur ces principes ».

Pérenniser le projet politico-territorial kurde en Syrie dans un environnement hostile (menaces externes)

³⁸ En 2013, le mouvement de la jeunesse TCK a été obligé de cesser ses activités dans le Kurdistan syrien suite aux pressions exercées par le PYD. Les manifestations ont par exemple été interdites. Les activités des autres partis politiques (comme le PDKS, principal rival du PYD) ont été également stoppées. Des incidents graves se sont déroulés à Amouda, au printemps 2013, entre les partisans du PYD et ceux du PDKS à la suite d'une manifestation. Des échanges de coups de feu se sont produits avant que la situation ne redevienne calme dans les mois suivants.

³⁹ La Russie et les États-Unis s'étaient entendus, la veille de l'ultimatum lancé à Damas, pour un règlement politique de la crise syrienne, au détriment de la ligne dure prônée par Paris. Ainsi fut décidée la destruction des armes chimiques de l'armée syrienne, et prévues des discussions entre le régime syrien et l'opposition plurielle (Genève 2).

⁴⁰ 11 membres sur les 127 de la CNS sont kurdes et Abdul Hakim Bashar, *leader* du PDK de Syrie, est devenu vice-président.

- La construction du projet Rojava, ou la stratégie du seul contre tous

Fin 2013, le divorce entre CNKS et PYD est prononcé. Si des canaux de discussion subsistaient⁴¹ entre partis kurdes, la tension entre frères ennemis avait atteint son paroxysme. En entrant dans la CNS, le CNKS indiquait au PYD qu'il avait épuisé toutes les cartes à sa disposition pour le faire évoluer sur sa position hégémonique au Kurdistan syrien. Pour sa part, comme il l'avait annoncé depuis plusieurs mois, le PYD, allié avec quelques partis kurdes secondaires (PC kurde, deux autres partis de gauche : *El Hezb el Yasari el Kurdi fi Suria* de Muhammad Mussa Muhammad, et aussi *El Hezb el Democracy el Kurdi fi Suria* de Djamal Muhammad Baqi), annonce unilatéralement, le 12 novembre 2013, que le Kurdistan syrien (nommé Rojava) dispose dorénavant de sa propre administration autonome. Trois cantons dotés chacun d'une assemblée législative locale, d'une administration, d'un gouvernement provisoire de transition pour la gestion politique et territoriale (composé de 22 « ministres ») sont créés : celui de Djezireh, de Kobanê et d'Afrin. Ce projet apparaît d'emblée comme novateur dans une région du monde dominée par le centralisme. Pour la première fois, les théories politiques du *leader* du PKK, Abdullah Öçalan, sont appliquées : autogestion démocratique locale, émancipation des femmes, anti-capitalisme et écologie politique. Un tel système d'assemblées populaires et multiethniques (composées de Kurdes, d'Arabes, de Tchétchènes, de chrétiens, de Turkmènes) propres à chaque canton, rappelle par exemple le principe d'auto-gouvernance locale de l'époque de la Commune, posant ainsi les fondations pour un possible « futur système décentralisé de gouvernance fédérale » dans le pays⁴².

Ni le KRG ni le CNKS ne reconnaîtront, au lendemain de cette annonce, le processus d'autonomie, critiquant une « décision unilatérale ». Il faudra attendre l'automne 2014, après que les YPG sont venus en aide aux peshmergas du PDK contre l'ÉI à Makhmour et à Shingal, pour que Massoud Barzani reconnaisse la création du Rojava. Bien sûr, ni la Turquie, ni la CNS, qui crie à la trahison et à la partition de la Syrie, ni Damas, ni même la communauté internationale ne reconnaîtront cette décision. Entre novembre 2013 et l'été 2014, les Kurdes de Syrie durent ainsi faire face à un isolement diplomatique se traduisant par un enfermement commercial quasi total, que les Kurdes de Syrie qualifieront de « triple embargo » (côtés syrien, turc, kurde irakien). Pourtant, dans les territoires kurdes de Syrie, un système de gestion se construit, et même si l'administration territoriale est toujours assurée par des comités locaux, elle s'organise dans un cadre plus clair, avec des « ministres » en charge de donner les grandes directives. L'éducation et la justice, après la mise en place d'une assemblée législative et de « tribunaux du peuple », fonctionnent alors ; une force de police (*assayish*) assure la sécurité, l'ordre et le respect de la loi ; les services publics sont pris en charge par diverses instances dans la continuité de celles créées dans les « maisons du peuple ». La santé, la distribution de

⁴¹ Un des buts affichés par le président Massoud Barzani dans les accords d'Erbil était d'éviter une guerre fratricide entre Kurdes. Ainsi, si les visions divergent, le président du KRG a toujours servi de vecteur pour le maintien d'un lien entre les partis kurdes de Syrie, même aux plus forts moments de la crise.

⁴² Article 12 de la Charte (ou Constitution) du Rojava. <http://www.rojbas.org/2014/11/19/le-contrat-social-de-rojava/>

l'énergie (mazout, essence, électricité) et le ravitaillement en nourriture sont les secteurs qui connaissent le plus de difficultés en raison de l'isolement des territoires et de la guerre qui fait rage aux frontières du Rojava. Mais la contrebande⁴³ et l'aide humanitaire (organisées surtout depuis la Turquie grâce à l'aide des Kurdes de Turquie proches du BDP⁴⁴) parviennent à stabiliser la situation et à éviter pénuries et famines.

C'est sur le plan militaire et protection des territoires que les nouveaux dirigeants sont les plus à l'aise et naturellement les plus efficaces. Selon Jaffar Akash, porte-parole du PYD au Kurdistan d'Irak (Sulaymaniyah, décembre 2013) :

On avait besoin d'une armée, d'une administration. On n'avait pas assez de cadres pour l'administration, donc, on a conservé ceux existant, toujours payés par Damas. On a fait en sorte qu'ils ne quittent pas leurs fonctions afin d'éviter un vide institutionnel comme cela s'est produit en Irak en 1991. Et on a utilisé les bonnes volontés du peuple. Il est nécessaire de renforcer notre armée surtout depuis que l'on est attaqué sur nos frontières par les djihadistes. Le peuple kurde a répondu à l'appel, des anciens militaires de l'armée syrienne aux mouvements de la jeunesse. Nous n'avons pas le choix : il faut défendre notre terre et nos familles.

Les YPG, milice armée composée de Kurdes, de chrétiens et d'Arabes, constituent la grande force du PYD. Composée en grande partie de volontaires masculins et féminins (les YPJ) issus des territoires kurdes de Syrie, cette « armée du peuple » est particulièrement bien encadrée par des combattants aguerris du PKK. Elle opère sur l'ensemble des zones kurdes de Syrie et demeure sous le contrôle d'un conseil militaire basé à Dereck⁴⁵. L'entraînement des recrues est assuré par une dizaine d'académies militaires (*buyut al-askar*). Au total, l'armée kurde représente une force importante qui totaliserait près de 35 000 personnes⁴⁶.

- Le péril djihadiste : un élément de légitimation du PYD

Malgré leurs divisions, les partis kurdes syriens forment un front commun face aux groupes djihadistes du Jabhat al-Nosra et de l'État islamique d'Irak et du Levant (ÉIIL) qui combattent en même temps le régime sur un autre front. Le renforcement de la base populaire du PYD est en grande part lié à sa capacité de protéger les territoires et la population kurde de Syrie. Il passe donc par le truchement des YPG-YPJ. Lorsque le PYD prend le contrôle des villes kurdes, en été 2012, un

⁴³ Le peu de contrôle des commerçants contrebandiers (avec la Turquie et le KRG) est devenu une nécessité vitale pour les cantons d'Afrin et de Kobanê, par exemple, nous expliquait Jaffar Akash, porte-parole du PYD au Kurdistan d'Irak, le 7 décembre 2013 à Sulaymaniyah. « Nous sommes obligés d'adopter une certaine tolérance pour ne pas qu'ils arrêtent leurs activités et pour qu'ils continuent d'approvisionner nos régions, même si ce n'est pas une solution durable. Mais dans l'état actuel des blocages avec nos voisins, nous avons besoin de ces quelques perfusions. »

⁴⁴ Barış ve Demokrasi Partisi ou Parti pour la paix et la démocratie. Le BDP représente le PKK au parlement turc.

⁴⁵ ICG RAPPORT, 2014 : « Flight of Icarus? The PYD's Precarious Rise in Syria », *Middle East Rapport*, n° 151, 8 May 2014, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/Middle%20East%20North%20Africa/Iraq%20Syria%20Lebanon/Syria/151-flight-of-icarus-the-pyd-s-precarious-rise-in-syria.pdf>.

⁴⁶ Entretien avec Rêdur Khalil, porte-parole YPG, Qamishlo, novembre 2014.

problème de confiance, comme le reconnaît Jaffar Akash, porte-parole du parti au Kurdistan d'Irak (Sulaymaniyah, décembre 2013), empêchait la population d'adhérer aux projets du PYD :

La guerre en Syrie implique que les Kurdes ont besoin d'une armée pour leur protection. On a utilisé le peuple, mais au début, le principal problème était le manque de confiance envers notre mouvement. Ils avaient peur que le régime revienne ! Ensuite, on a eu à gérer de graves problèmes économiques, conséquence de la guerre. Mais lorsque les islamistes ont commencé à nous attaquer, on a vraiment senti que le peuple était avec nous.

La peur des islamistes a largement contribué au succès du PYD ; la résistance héroïque des YPG-YPJ a grandement favorisé son hégémonie. Car en refusant de s'ouvrir aux autres partis kurdes, le PYD a montré que seule la cohésion inébranlable était un atout décisif, tant pour construire un projet territorial et politique, que pour protéger les sanctuaires kurdes.

Le processus de renforcement de la légitimation du PYD commence fin 2012 avec les événements de Sarikaniyeh (Ras el-Aïn en arabe), ville mixte kurdo-arabe située à l'extrémité ouest de la poche de peuplement kurde qui deviendra, un an plus tard, le canton de Djezireh. De violents combats avaient alors opposé, dès fin 2012 et ce trois mois durant, les Kurdes à des groupes rebelles djihadistes. Les insurgés islamistes, composés d'unités du Jahbat el-Nosra mais aussi de brigades de Ghouraba al-Cham, cherchaient alors à s'emparer de la ville. Une trêve avait finalement été signée en février 2013 grâce à la médiation de l'opposant Michel Kilo. Mais cette première bataille de Sarikaniyeh avait commencé à fédérer aux YPG certains mouvements kurdes comme les brigades du TCK, mouvement de jeunesse resté jusque-là très critique sur la politique du PYD, la menace djihadiste ayant toutefois transcendé les clivages. En été 2013, la deuxième bataille de Sarikaniyeh eut des effets similaires sur le mouvement de résistance kurde. Alors que les djihadistes tentaient d'enfoncer les lignes kurdes, soit en passant par la Turquie, soit en provenance de leurs récents fiefs de Syrie (comme Raqqa), les YPG furent rejoints par les hommes du parti *al Takadoumi*⁴⁷ d'Abdul Ahmid Derwich. Si les combats obligèrent les YPG à ouvrir leurs rangs à d'autres formations kurdes, jamais un autre commandement militaire concurrent ne fut accepté. Ainsi, la guerre contre les rebelles islamistes renforça le PYD, qui a pu jouer le rôle de protecteur.

Les nombreuses batailles menées par les YPG-YPJ pour la défense de leurs territoires montrent avec acuité l'acharnement des Kurdes à contrôler des portions du territoire syrien, socle indispensable à la construction de leur projet de région autonome fédérale. Chaque bataille est vécue comme une lutte héroïque, les YPG-YPJ constituant le dernier rempart avant l'exil ou la mort. La défaite serait synonyme de recul et donc d'anéantissement prochain, ce qui pousse les combattants kurdes (hommes et femmes) à se surpasser. La résistance acharnée à Kobanê contre l'ÉI, depuis septembre 2014, l'illustre parfaitement⁴⁸. Mais bien avant cette bataille très médiatisée, les Kurdes ont

⁴⁷ Parti « progressiste ».

⁴⁸ ROUSSEL C., 2014 : « Kobanê, victime du grand jeu turc. Les Kurdes syriens assiégés », *Orient XXI*. <http://orientxxi.info/magazine/kobane-victime-du-grand-jeu-turc,0719>

tenu tête à plusieurs reprises aux rebelles islamistes puis aux djihadistes de l'ÉIIL : trois offensives à Sarikaniyeh entre fin 2012 et fin 2014, à Alep (début 2013), sur les frontières de la poche d'Afrin (été 2013), à Al-Manajir en janvier 2014, à Tell Tamer⁴⁹ en mai 2014, ou encore lors de la première bataille pour le contrôle du canton de Kobanê en juillet 2014. Ils sont aussi à l'origine de plusieurs offensives victorieuses (Tell Kotcher en novembre 2013 ; Jazaa, vers la frontière irakienne, en février 2014 ; et lors de l'établissement d'un corridor entre la Djezireh et les montagnes de Sindjar pendant l'offensive de Daesh en août 2014). Les principaux échecs militaires kurdes se situent dans les secteurs arabes que les Kurdes cherchent à contrôler. C'est-à-dire des zones qui ne sont pas acquises à la cause des YPG, comme à Tell Brack et Tell Hamis (décembre 2013 – janvier 2014), ou bien tout le secteur entre Sarakiniyeh et Kobanê (défaite de Tell Abyad au printemps 2014 ; défaite de Mabruka en septembre 2014, par exemple), zone que les YPG-YPJ n'ont pas pu conserver, annonçant déjà l'isolement et l'encerclement de la poche kurde de Kobanê dès mars 2014.

La stratégie d'encerclement des poches kurdes par l'ÉIIL, à partir du printemps 2014, poussa le commandement des YPG à lancer une mobilisation générale, le 19 mars, dans les trois cantons, « pour protéger les valeurs de la démocratie et de la liberté, et soutenir des YPG » (Sandrine Alexie, 2014⁵⁰). Cet appel s'adressait aux partis kurdes syriens et aux partis kurdes des pays voisins (Irak et Turquie) ; il ne fut suivi d'aucun effet concret, les autres partis kurdes ne voulant pas s'engager hors du cadre des accords d'Erbil. Ainsi, conscients de leur isolement, les Kurdes du Rojava ont commencé à tenter de passer des alliances avec certaines tribus arabes (seuls les Shammar de Tell 'Alo – sud du canton de Djezireh – ont accepté) ou encore avec certains groupes de l'ASL, dans la région de Kobanê. C'est ainsi que fut créée l'alliance connue sous le nom de *Burkan al-Furat* (volcan de l'Euphrate) entre YPG et plusieurs *kataëb* arabes de l'Armée syrienne libre, soit neuf groupes armés au total, contre l'ÉIIL⁵¹. Ainsi, la bataille de Kobanê (remportée, à l'heure où nous rédigeons ces lignes⁵², par les Kurdes et leurs alliés de l'ASL, avec le soutien de la Coalition internationale et l'aide de près de 160 peshmergas irakiens du PDK) risque de constituer un épisode majeur de l'histoire héroïque de la résistance kurde, qui devrait renforcer plus encore la légitimité du PYD auprès des populations kurdes de Syrie. Elle souligne de plus une certaine entente entre les YPG et la Coalition internationale dominée par les États-Unis⁵³, qui inaugure peut-être un renversement d'alliance⁵⁴. En n'y participant pas, les autres partis kurdes se retrouvent largement marginalisés.

⁴⁹ Al-Manajir et Tell Tamer sont deux villes sur la frontière occidentale du canton de Djezireh, à proximité du gouvernorat de Raqqa contrôlé par les djihadistes.

⁵⁰ ALEXIE S., 2014 : « Encerclé par les djihadistes de l'ÉIIL, le PYD accuse le régime syrien et se rapproche de l'ASL », *blog Amêdî Kurdistan*, <http://sohrawardi.blogspot.com/2014/04/encerclé-par-les-djihadistes-de-leiil.html>.

⁵¹ Entretien avec Rêdur Khalil, porte-parole YPG, Qamishlo, novembre 2014.

⁵² Soit le 28 janvier 2015.

⁵³ En octobre 2014, une rencontre a lieu à Paris entre le *leader* du PYD et un représentant du Département d'État en charge des affaires syriennes. Quelques jours plus tard, les bombardements de l'aviation américaine contre les positions de l'ÉI se renforceront, et ces mêmes avions livreront des armes, fournies par le KRG, aux combattants kurdes de Konanê.

⁵⁴ Bénéficiant de la complaisance du régime et certainement d'un soutien iranien jusqu'à fin 2014, les Kurdes de Syrie du PYD semblent peu à peu modifier leur stratégie pour se rapprocher des États-Unis, « nouvel » acteur sur le terrain du conflit syrien.

- Le contrôle des frontières et l'évolution des relations entre KRG et Rojava

Le contrôle des frontières du Rojava est vital pour l'existence même des Kurdes en Syrie. Outre la protection des populations, ils ont besoin de se ravitailler en nourriture, en médicaments, en matériaux de construction et en produits divers. Le PYD cherche ainsi à contrôler tout ce qui rentre au Rojava ainsi que ce qui en sort : commerce, aide humanitaire, réfugiés. Car si l'administration veut avoir une chance de fonctionner, les cantons ont besoin d'un budget. Et les taxes aux frontières sont un moyen direct de récolter des revenus. Lorsqu'en 2013, le KRG décide de fermer sa frontière avec le Kurdistan syrien pour faire pression sur le PYD afin de le forcer à accepter l'application des accords d'Erbil, l'acte prend rapidement valeur de provocation. Cette querelle de frontière montre clairement le genre de relations exécrables qui ont caractérisé les rapports entre le PYD et le PDK d'Irak. Pourtant, il n'existe pas de poste de douane officiel entre les deux régions. Tous les points de passage entre Syrie et Irak – et ils ne sont pas nombreux⁵⁵ – se situent en dehors des zones de peuplement kurde, donc hors du contrôle des forces kurdes d'un côté comme de l'autre de la frontière internationale. Par contre, il existe un point de passage officieux qui remonte aux années 1990⁵⁶, situé juste au nord du village chrétien de Pesh-Khabour : à Simalka. Et c'est ce point de passage que les Kurdes de Syrie voudraient voir réactiver quand, comme fin 2012 et début 2013, des problèmes d'approvisionnement se font ressentir, en lien avec la territorialisation des groupes rebelles islamistes de l'autre côté des lignes de front tenues par les combattants kurdes.

La circulation des personnes et des marchandises, comme le contrôle de cette circulation entre le KRG et le Rojava, apparaissent donc comme des nécessités, ce que les deux côtés ont rapidement compris. L'ouverture avec l'Irak constitue l'unique bouffée d'oxygène pour le Rojava, tant que la Turquie n'aura pas normalisé ses relations avec le PKK et que la crise syrienne ne sera pas résolue. À partir de 2013, le KRG se lance dans la construction d'un pont flottant sur le Tigre (le fleuve servant ici de frontière « naturelle ») pour mieux canaliser et contrôler l'afflux de réfugiés syriens, mais aussi pour acheminer l'aide humanitaire au Kurdistan syrien en cas de besoin et peut-être, dans l'avenir, édifier un lien stratégique entre les deux régions kurdes en construction. L'ouverture du pont de Simalka, au printemps 2013, permit ainsi d'effectuer des livraisons de marchandises par camions et d'évacuer des blessés alors que jusque-là, les passages s'effectuaient uniquement à l'aide de barges sur le Tigre.

Quand le KRG décide d'ouvrir le passage, à l'insu du gouvernement de Bagdad, seule autorité apte théoriquement à autoriser l'ouverture d'un poste frontalier sur les frontières

⁵⁵ Il existe seulement trois postes frontaliers pour le passage des hommes et des marchandises sur les plus de 600 km de frontière entre les deux pays : Rabia, El-Qaïm et El-Tanf.

⁵⁶ L'ouverture de ce point de passage informel (comment il en existe maintenant tant entre la Syrie et la Turquie) date de 1990-1991, à l'époque de la révolution kurde dans l'Irak de Saddam Hussein, quelques mois après la première intervention des États-Unis. Il ne s'agissait pas d'un lieu d'échanges commerciaux mais d'un endroit de passage (à l'aide de barques sur le Tigre) pour les Kurdes irakiens qui souhaitaient rentrer au pays, alors que le passage par la Turquie demeurerait impossible. Avec la crise syrienne qui débute en 2011, les populations kurdes de Syrie cherchèrent un moyen de circuler entre Syrie et Irak, ce qui réactiva peu à peu ce lieu de transit.

internationales du pays, Erbil pose d'emblée comme condition l'application des accords d'Erbil à ses partenaires syriens. Traduction : le PYD doit accepter d'intégrer les membres du CNKS dans la gestion politique du Rojava. Ainsi, les deux courants politiques kurdes syriens devaient théoriquement opérer une gestion mixte du poste, côté syrien ; les frais de douane devaient être partagés. Cinq comités furent créés pour l'occasion dans les domaines suivants : économie, sécurité, santé, administration et contrôle des passeports, soit 45 personnes réparties dans ces nouvelles instances. Le parti de Massoud Barzani pensait pouvoir favoriser ses alliés syriens du CNKS et faire plier le PYD qui avait tant besoin d'une ouverture vers l'extérieur. Selon Ahmid Derbandi, responsable du dossier Rojava au KRG (Erbil, février 2014) :

Nous voulions promouvoir une image civile à ce point de passage, sans militaires, mais aussi d'entente entre les Kurdes. Après plusieurs mois de fonctionnement, le PYD n'avait rien délégué et contrôlait l'intégralité du poste. Durant 6 mois, par exemple, les recettes n'ont pas été partagées. Le comité pour la sécurité – contrôlé par le seul PYD – distribuait les autorisations de passage en fonction de ses intérêts. Et les membres des partis politiques proches du PDK de Syrie ne pouvaient plus circuler. À l'inverse, les responsables du PYD avaient le droit d'utiliser notre aéroport pour se rendre à l'étranger.

Dans ces conditions, rapidement, ce trait d'union devint une charge, une contrainte supplémentaire dans un climat relationnel tendu. Avec le conflit syrien, et surtout les difficultés économiques et la dégradation des conditions de vie au Rojava, une part croissante de la population kurde de Syrie chercha à venir s'installer au KRG. Les mouvements de réfugiés, qui avaient débuté en 2012, s'accéléchèrent pour atteindre un pic lors de l'été 2013, ce qui eut comme conséquence d'alarmer les dirigeants du Rojava. Outre le fait que cet exode n'était pas bon pour l'image du PYD, il privait les régions kurdes syriennes de ses forces vives et mettait en danger l'existence même des territoires kurdes qui se trouvaient de plus en plus sous la menace des groupes rebelles arabes. L'attraction du KRG pour une partie des Kurdes syriens, dans cette période de rivalité entre PYD et PDK d'Irak, obligea les autorités kurdes de Syrie à limiter, voire à empêcher l'exode⁵⁷.

Le point de passage nouvellement réactivé devint rapidement un enjeu de pouvoir et un objet de conflit entre les Kurdes du PDK irakien et les Kurdes pro-PKK. Dès octobre 2013, le KRG boucle le pont pour faire plier le PYD alors en conflit ouvert avec les partis du CNKS qui refusent son hégémonie. Les peshmergas irakiens du PDK d'Irak iront même jusqu'à interdire l'accès vers le KRG au *leader* du PYD, Salah Muslim, qui souhaitait voyager en Europe via l'aéroport d'Erbil⁵⁸. La fermeture du pont durera plusieurs mois⁵⁹ et sa réouverture partielle n'intervint que début 2014, après

⁵⁷ « Par exemple, le CSK [Conseil suprême kurde] a décidé d'interdire aux Kurdes syriens de quitter la région pour le prospère Kurdistan d'Irak voisin, craignant que les zones kurdes de Syrie ne se vident en raison du manque d'emplois, de services et d'électricité. » Source : VAN WILGENBURG W., 2013 : *op. cit*

⁵⁸ Lire à ce sujet le très bon article sur le blog de Sandrine Alexie : ALEXIE S., 2013 : « Bras de fer du PKK et du PDK sur le terrain syrien », *blog Amêdî Kurdistan*, <http://sohrawardi.blogspot.fr/2013/11/bras-de-fer-du-pkk-et-du-pdk-sur-le.html>.

⁵⁹ La reprise de Tell Kotcher, fin octobre 2013, alors aux mains des islamistes de l'ÉIIL (État islamique en Irak et au Levant, ancien acronyme de l'État islamique – ÉI), fut un moyen pour les Kurdes syriens de rompre leur isolement soudain.

un nouveau *round* de discussions entre le PYD et le CNKS, à Erbil, fin décembre 2013. Cette réunion, connue sous le nom d'accords d'Erbil 2, outre la reprise des relations à la frontière entre le KRG et le Rojava, devait à l'origine permettre la mise en place d'une délégation kurde unifiée pour se rendre à Genève. Mais les désaccords l'emportèrent vu que le PYD n'accepta jamais d'y participer au côté du CNKS qui, lui, n'envisageait pas de s'y rendre autrement que sous le chapeau de la CNS. Le PYD était partisan de la constitution d'une délégation kurde indépendante, ce que la communauté internationale aurait certainement rejeté. Finalement, cinq participants issus de plusieurs partis kurdes du CNKS s'y rendront, dans le cadre de la CNS, mais personne du PYD. Lors des négociations d'Erbil 2, les deux courants cherchèrent aussi à trouver un terrain d'entente au sujet du partage du pouvoir et de la participation de chacun dans la nouvelle administration fraîchement créée dans les trois cantons syriens. Enfin, les discussions portèrent sur la libération des prisonniers politiques kurdes au Rojava et sur la reconnaissance des martyrs kurdes⁶⁰. La réouverture du pont fut l'unique avancée concrète au final⁶¹.

L'offensive des djihadistes de l'ÉI, en août 2014, sur le Kurdistan irakien modifia radicalement les relations entre le PKK et le PDK. En grande difficulté dans la région de Nineva (ouest et nord de Mossoul), les peshmergas irakiens durent reculer et abandonner de nombreux territoires qu'ils contrôlaient jusque-là, comme Djebel Sindjar, Sahel Mossoul et le sud du district de Makhmour. L'aide rapide et spontanée du PKK à Makhmour et des YPG sur les monts du Sindjar a permis aux peshmergas de Massoud Barzani de se réorganiser, de stabiliser le front et de commencer une contre-offensive avec l'aide de la Coalition internationale à partir du mois de septembre. Ce soutien du PKK et des YPG aura permis de sauver des dizaines de milliers de Yézidis encerclés par les djihadistes. Le poste de Rabia, un des trois postes frontaliers entre Syrie et Irak, conquis par les YPG, sera rendu aux peshmergas. Cette union des Kurdes face à la menace djihadiste a débouché sur la reconnaissance du Rojava pour Massoud Barzani, président du KRG, mais aussi sur l'ouverture de nouvelles relations entre partis kurdes concurrents. Ce réchauffement déboucha sur une troisième réunion entre partis kurdes syriens à Dohuk, le 28 octobre 2014, sous le patronage du PDK. Les accords de Dohuk représentent la troisième tentative pour réintégrer les partis marginalisés du CNKS dans le jeu politique kurde en Syrie. Reste à savoir si, cette fois, l'isolement diplomatique du PYD sera suffisant pour faire plier un parti qui se renforce toujours plus sur le terrain.

Conclusion

En contrôlant le poste frontalier officiel de Tell Kotcher-Rabia, les YPG permirent aux autorités kurdes de Syrie de se rapprocher stratégiquement de Baghdad, alors en conflit ouvert, lui-aussi, avec Massoud Barzani au sujet des zones en discussion et des ressources pétrolières qu'elles contiennent. Lors de la bataille de Tell Kotcher, les troupes irakiennes seraient même venues prêter mains fortes aux miliciens kurdes syriens.

⁶⁰ La martyrologie est particulièrement stratégique pour les partis politiques qui cherchent à acquérir du prestige. Avoir des martyrs signifie que le mouvement a beaucoup donné pour défendre la Patrie. Depuis 2013, les portraits à la mémoire des martyrs fleurissent au Kurdistan syrien sous la forme de grandes affiches au couleur du PYD.

⁶¹ Lire : ALEXIE S., 2014 : « Genève II : les Kurdes syriens plus que jamais désunis », *blog Amêdî Kurdistan*, <http://sohrawardi.blogspot.com/2014/01/geneve-ii-les-kurdes-syriens-plus-que.html>.

L'avenir des Kurdes en Syrie ressemble à une équation à plusieurs inconnues. En effet, une dynamique double fragilise l'édifice politico-territorial kurde : la première est liée à la composante fragmentaire de la scène politique kurde ; elle est d'ordre interne. La seconde est d'ordre externe ; elle concerne l'environnement géopolitique et stratégique des territoires kurdes de Syrie, à savoir le rôle que joueront, dans les années à venir, les autres acteurs du conflit syrien : Damas, la rébellion syrienne plurielle et l'organisation de l'État islamique, ainsi que les puissances régionales voisines (Téhéran, Ankara, Bagdad et Erbil). La mosaïque communautaire et religieuse syrienne laisse de nombreuses questions en suspens. Depuis l'offensive de Daesh (État islamique) de l'été 2014, les forces kurdes YPG souffrent d'isolement et cherchent à nouer des alliances avec les tribus arabes ou bien, localement, avec des groupes affiliés à l'ASL. Dans plusieurs zones, le jeu des tribus est ambigu et évolue régulièrement en fonction d'intérêts locaux très volatiles (rapprochement tantôt avec le régime, tantôt avec l'ÉI). Les Kurdes obtiendront difficilement des garanties durables de la part des tribus arabes. Sans l'assurance d'alliances ou de la bienveillance de plusieurs tribus, les Kurdes ne pourront jamais unifier les trois poches de peuplement kurde.

Comme toujours, les Kurdes, qui cherchent à être maîtres de leur destin, doivent évoluer dans un environnement sous contrainte. Par exemple, le régime syrien pourrait facilement revenir au Rojava une fois l'État islamique mis en déroute. Le PYD, sans réel soutien, et ce n'est pas la complaisance de circonstance de Damas liée à la configuration géostratégique du moment qui les mettront à l'abri, ne pourra ni compter sur l'opposition arabe, ni sur la Turquie pour défendre l'autonomie du Rojava. En 2014, le régime de Damas, toujours présent à Qamishli, a par exemple renforcé sa présence et son influence⁶² dans la principale ville kurde du nord-est. L'autre danger pour les Kurdes pourrait venir de la Turquie voisine. Pour Ankara, l'autonomie des Kurdes syriens est d'autant plus inacceptable que le PYD est proche du PKK, l'ennemi juré d'Ankara. Et la Turquie a des moyens de pression variés sur lesquels elle peut jouer à sa guise : liens avec Erbil et le CNKS ; liens avec le CNS ; contrôle de certaines tribus arabes par l'intermédiaires de ses services secrets ; jeu trouble avec les djihadistes de l'ÉI. Les rencontres qui se sont déroulées entre le PYD et les autorités turques, dès 2013, indiquent que les Kurdes de Syrie ont bien conscience que sans l'aval d'Ankara, leur projet politico-territorial est voué à l'échec. Si le canton de Djezireh possède une fenêtre sur l'Irak, les deux autres régions kurdes autonomes vivent, sans ouverture possible sur la Turquie, dans un isolement redoutable que la bataille de Kobanê a dramatiquement mis en lumière.

⁶² Plus présents en ville, les services de renseignement du régime syrien contrôlent quatre zones stratégiques dans la ville : une partie du centre-ville, l'aéroport, le poste frontière avec la Turquie et une base militaire. Leurs activités se sont renforcées en 2014 : manifestations de soutien au régime ont été organisées ; des arrestations ont eu lieu par les agents du régime ; présence d'hommes en armes à quelques endroits de la ville.